

FRONT BREVE
D'INFORMATION
N 9
septembre
1971



MÜLLER



RIO 1936
tortionnaire pro-nazi

BRUXELLES 1936
livre à la Gestapo
Olga Prestes

PARIS 1971
"Démocrate"
au cours de la session
inter-parlementaire

40 P 8029

FILINTO VON STRUBING MULLER

Rio de Janeiro , 1936 - Filinto Von Strubing Muller, chef de la police de Rio de Janeiro; a répondu affirmativement à la demande de Heirich Himmler en livrant au chef de la Gestapo - Mme. Olga Benario Prestes, citoyenne allemande. Malgré les protestations de l'opinion publique internationale et l'état-avancé de sa grossesse, Mme. Benario Prestes a été enfermée - dans un camp de concentration.

Berlin - 1936 - Mme Olga Benario Prestes, épouse de Capitaine Luis Carlos Prestes, a été assassinée sous la torture - dans un camp de concentration allemand. Elle avait été livrée à la Gestapo par l'actuel chef de la police de Rio de Janeiro M. Filinto von Strübing Müller. Grâce a la pression de l'opinion publique internationale la petite Anita, fille de M. Prestes a pu être sauvée de la police nazi allemande.

Rio de Janeiro - 1936 - Filinto von Strübing Müller a été accusé de la mort sous torture de Mme. Berger, épouse du dirigeant H. Berger. Il a tenaillé ses seins jusqu'à déchirement Müller a été aussi accusé de provoquer la folie de M Berger . Von Müller est responsable, dit l'opinion publique brésilienne de la terreur qui reigné dans la capitale.

PARIS - 1971 -(fbi) M Filinto von Strübing Müller, pro nazi-connu, est arrivé aujourd'hui dans cette capitale, comme membre de la delegation brésilienne pour la 59e conférence interparlementaire. M. Müller prétendant représenter un congrès - qui a été dissout par la dictature en 1968, voyage accompagné de sa femme, sa fille et de sa petite fille.

- Le tortionnaire von Müller, a déclaré aux journalistes que le gouvernement représenté par lui, celui du Gral. Garrastazu Médici, se porterait dans la conférence comme défenseur de la liberté, la démocratie et contre le racisme.

S O M M A I R E

<u>LE DOSSIER RUBENS PAIVA</u>	1
34 prêtres dénoncés par un procureur militaire	7
"Tradition, Famille et Propriété" demande que sont mis en terme aux activités du père COMBLIN	7
Une législation répressive permanente est proposé	8
Douze peines de mort sont demandées au cours de ce dernier moins	8
Arrestation de SONIA NECERSSIAN	8
RAUL LANARI FERREIRA assassiné sous la torture	9
Expulsés les membres étrangers du LIVING THEATRE	10
Document de l'Avant Garde Populaire Révolutionnaire	11
<u>Institutionnalisation de la Délation</u>	13
le Decalogue de la Sureté	
<u>ECONOMIE</u>	
Les SLOGANS et la REALITE	15
Le Brésil appuie les fascistes Boliviens	19
Congrès sur les Droits de l'HOMME en AMERIQUE LATINE	20
Nouvelles en Bref	21

FRONT BRÉSILIEN D'INFORMATION, fondé
en novembre 1969 et organisé de fa -
çon autonome au service de la révolu
tion brésilienne.

†

CONTRIBUTIONS POUR LE F B I

Cher Lecteur,

Pendant dix-huit mois les contributions des révolutionnaires brésiliens furent suffisantes pour assurer la publication de notre bulletin, ainsi que la mise en place des archives et des services de notre bureau central. L'amélioration de l'impression, l'augmentation de la circulation et le développement d'initiatives nécessaires, dont la plus immédiate sera la publication de dossiers spéciaux, nous oblige à faire appel à votre générosité.

La dictature militaire brésilienne dispose d'immenses ressources. Dans le monde entier elle mène une offensive diplomatique pour assurer sa survie. Nous ne disposons que d'une cause juste et de notre foi dans l'effort du peuple pour se libérer. C'est au nom de cet effort et de ceux qui sont engagés dans la lutte au Brésil que nous vous demandons de manifester votre solidarité par des contributions financières. Vos donations pourraient être versées au nom de Mlle. DUPONT
CCP 2128539, P A R I S

FRONT BRESILIEN D'INFORMATION

Le
dossier

R
P
U
A
B
I
E
V
A
S

La 59 ème Session de l'Union Interparlementaire aura lieu à Paris du 2 au 9 septembre. Y participera une délégation composée de sénateurs et des députés brésiliens, appartenant à l'ARENA (Alliance Rénovatrice Nationale)-parti officiel de la dictature militaire - et au MDB (Mouvement Démocratique Brésilien) - parti dit de l'opposition.

L'année dernière, lors de la 58e. Session de l'Union Interparlementaire à La Haye, la délégation brésilienne s'était donné comme objectif de démentir l'existence des tortures et des prisonniers politiques au Brésil. Mais avant même de démentir ces faits, la délégation brésilienne fut plusieurs fois interpellée par des parlementaires d'autres pays. Les parlementaires brésiliens ne surent répondre qu'à l'étranger on avait une fausse image du Brésil.

Cette année, le gouvernement militaire trouve inutile de démentir l'existence des tortures. L'opinion publique internationale, selon lui, oubliera rapidement et s'habitue à ces faits, tout comme elle a oublié et s'est habitué à la répression sanglante qui sévit dans la Grèce des colonels.

Il suffit, aujourd'hui, pour les militaires, de montrer à l'étranger les résultats du "miracle économique" brésilien, afin d'attirer d'investissements davantage. Et... "la grande croissance économique" fera oublier le sang des révolutionnaires torturés et sauvagement assassinés.

Lors de la 59e. Session de l'Union Interparlementaire, la dictature fera la propagande de sa "grandeur", et non de celle du peuple brésilien; le peuple, lui, est toujours exploité et vit dans la misère. Le peuple n'oublie pas ses héros qui tombent dans la lutte contre ses exploiters: les militaires brésiliens et l'impérialisme international. Aucun peuple n'oublie. Nous adressons ce dossier à l'opinion publique internationale: il traite de la répression, de la torture, de l'assassinat des révolutionnaires du Brésil d'aujourd'hui.

UN TRIBUNAL COMPLICE

Tribunal Militaire Suprême: le 2 août 1971.
Le tribunal Militaire Suprême a refusé à la majorité la demande d'Habeas-corpus en faveur de l'ex-député fédéral et industriel Rubens Beyrodt Paiva, arrêté le 20 janvier de cette année. Selon le rapporteur, le Général Jurandir de Bizarria Mamede, les informations données par la lère. Armée confirment que l'ex-député ne se trouve prisonnier dans aucune des unités de ces corps. Le rapporteur relata les faits, et lut une note officielle de la lère. Armée publié dans le journal "O - Estado de Sao Paulo", selon laquelle Rubens Paiva a été enlevé par des éléments subversifs.

Rubens Paiva est mort sous la torture. La remise de son corps déformé à sa famille aurait créé un autre scandale que la dictature a préféré éviter. Alors, elle ment, forge des faits - et porte l'ex-député disparu dans un enlèvement.

Les lettres que nous publions, signées par Me. Maria Eunice - Paiva, épouse de Rubens Paiva, est, dans la simplicité des choses vécues, une accusation convaincante et un témoignage - accablant.

1 - COMMENT EUT LIEU LA DETENTION DE RUBENS

Le 20 janvier, Rubens, les enfants, tous mineurs, et moi, nous nous préparions à aller à la plage. Nous étions arrivés de Sao Paulo la veille; je revenais d'une période de vacances dans une propriété à la campagne, qui appartient à mon beau-père, et Rubens d'un travail pour son entreprise dont un des bureaux est à Sao Paulo.

A 11 hs. du matin, une voix de femme, par téléphone, demanda à Rubens notre adresse afin de remettre une lettre qu'elle apportait du Chili.

Rubens crut qu'il s'agissait d'une lettre de l'ex-député Almino Afonso, exilé au Chili depuis 1964 et qui est notre ami depuis le temps où nous étions tous étudiants à Sao Paulo.

Almino se préparait à revenir au Brésil. Nous savions qu'il avait des difficultés pour obtenir un "sauf-conduit", élément indispensable pour son retour au Brésil et ses amis de Rio essayaient de l'aider. A ce sujet, en novembre de l'année dernière, en revenant de New York, Rubens passa 2 jours au Chili afin de s'entretenir avec Almino et, fréquemment, était en rapport avec Satiago par lettres ou par téléphone.

Une demi-heure après le coup de téléphone anonyme notre maison fut brutalement envahie par 6 hommes en civil, tous armés, que ne s'identifièrent pas et nous dirent qu'ils avaient

l'ordre (qui ne nous fut pas montré) de conduire Rubens au siège de l'Aeronautica".

Les envahisseurs de notre maison semblaient très nerveux, comme s'ils étaient en train de prendre à l'assaut une forteresse. Rubens réussit à les calmer et leur demanda de ranger leurs armes afin de ne pas épouvanter les enfants et les domestiques et of frit, spontanément, de les accompagner.

Il monta tranquillement vers notre chambre, s'habilla, appela les policiers (ou militaires?) et me les présenta, l'un après l'autre, en leur disant qu'ils étaient nos hôtes et que la maison était à leur disposition.

Rubens partit conduisant sa propre voiture, accompagné de 2 policiers, cette même voiture que je vis dans la cour interne de la Caserne de la P.E. de Barao de Mesquita, quand je fus libérée.

Quatre policiers restèrent chez nous et étaient substitués toutes les 6 heures par 4 autres. Un d'entre eux qui paraissait être leur chef, m'a déclaré qu'il s'appelait dr. Stockler et se disait docteur en parapsychologie.

La maison resta occupée 24 heures, jusqu'au 21 janvier, 11 hs. du matin.

Pendant tout ce temps, personne ne fut autorisé à téléphoner ou à sortir de la maison. Les gens qui entraient dans la maison étaient immédiatement arrêtés. C'est ainsi qu'ils arrêtèrent 3 jeunes gens, amis de la famille qui venaient rendre visite à ma fille. L'un d'entre eux avait à peine 15 ans. Les 3 furent emmenés à une caserne, à l'Alto da Boa Vista où ils passèrent la nuit et ne furent libérés que le lendemain matin.

Ils examinèrent toute la maison en détails et, naturellement, n'y trouvèrent rien. D'après ce que j'ai pu voir ils n'emportèrent que les agendas téléphoniques et des livres traitant de politique nationale.

2 - MA DETENTION ET CELLE DE ELIANA (15 ans)

Le 21, vingt-quatre heures après l'arrestation de Rubens, à 11 hs du matin, les policiers m'appelèrent pour me communiquer que la maison allait être libérée, mais que Eliana et moi devrions immédiatement partir.

Nous fûmes conduites par deux policiers dans une Volks commune, qui, tout le temps, était en contact-radio, avec quelqu'un appelé Grilo. Après avoir dépassé la place Saens'Penn l'un d'entre eux, en s'excusant, nous demanda de mettre une cagoule noire, genre Klu-Klux-Klan. D'après le parcours et le temps que nous mîmes pour y arriver, j'ai compris que nous allions à la caserne de Barao de Mesquita, où fonctionne le CODI - Centre d'Opérations de Défense Interne.

A l'intérieur de la caserne Eliana et moi fûmes fouillées minutieusement et dépouillées de toutes nos affaires personnelles. Nous fûmes photographiées et identifiées et, ensuite, séparées. Nous sommes restées plus de 6 heures assises sur un tabouret, tout le temps avec le cagoule, dans une chaleur de 40° à peu près, respirant avec la plus grande difficulté, car la cagoule n'avait aucun orifice et arrivait jusqu'aux épaules.

A la tombée du soir nous fûmes conduites chacune dans une cellule, séparées naturellement, et seules.

La cellule était un cachot de plus ou moins 3 mètres carrés, où il y avait un matelas en paille très sale par terre, sans le moindre drap ou quoi que ce soit de semblable. Il y avait une installation sanitaire et une douche. La porte était une grille de fer et la fenêtre, un volet, en fer aussi. Les gardiens étaient tous des soldats de la P.E. Ainsi, l'emploi de la douche et de l'installation sanitaire était très gênant.

Eliana fut libérée 24 heures après. Elle fut interrogée 2 ou 3 fois au sujet de ses opinions politiques et des gens qui fréquentent notre maison.

Je suis restée détenue 12 jours, dont 7 jours sans changer de vêtements et sans aucun objet de toilette (peigne, brosse à dents, serviette, savonnette, etc), dans la plus complète incommunicabilité, sans aucune nouvelle de chez moi et de mes enfants et sans savoir pourquoi j'étais arrêtée. J'ai été interrogée plusieurs fois; plusieurs fois, j'ai été réveillée au milieu de la nuit pour subir des interrogatoires. J'ai ainsi su qu'à la veille de la détention de Rubens, deux personnes venant du Chili avaient été arrêtées à l'aéroport du Galeao avec plusieurs lettres. Ils me disaient que plusieurs de ces lettres étaient très compromettantes et qu'il y avait une lettre, ou plus d'une lettre, adressée à Rubens. Je n'ai jamais vu ces lettres, ni su ce qu'elles contenaient ou qui les avait envoyées.

Je ne sais pas qui sont les gens qui m'ont interrogée, 6 ou 7 personnes, qui se succédaient, n'avaient pas de nom et étaient en civil. Chaque fois que j'étais conduite de ma cellule à la salle d'interrogatoires j'étais obligée de mettre une cagoule que je ne pouvais retirer que dans la cellule ou dans la salle. Les questions étaient toujours sur des lettres du Chili, ou de la correspondance avec l'étranger qu'ils affirmaient être importante et suivie; ce que je niais naturellement, puisque cela n'étais pas vrai.

Tout le temps que je suis restée là, ils m'ont affirmé que Rubens était aussi là, à étage audessus, qu'on l'interrogeait - et qu'il niait tout, mais finirait par admettre les accusations. Pendant les derniers jours de ma détention, ils m'ont donné un livre-registre de tous ceux qui sont déjà passés par le CODI afin que je reconnaisse certaines personnes. Je n'ai reconnu que Mme. Cecilia Viveiros de Castro, qui était professeur au Collège Sion de Rio de Janeiro et dont les filles étaient amies d'école de deux de mes filles. Outre cette photo, je n'ai identifié que celle de Rubens, de Eliana et la mienne. Le 2 février, à 18,00 heures, c'est à dire le 13ème jour de ma détention, je fus mise en liberté, sans aucune explication. Ayant été libérée sans cagoule, j'ai pu vérifier que j'étais vraiment dans la caserne de Barao de Mesquita et voir aussi notre voiture garée dans la cour interne. Cette voiture a été remise, deux jours après, à ma belle-soeur qui a aussi reçu la copie de la quittance qu'elle a signée en recevant le véhicule. Cette quittance porte les armes et le timbre de la ... lère Armée et vous en avez reçu déjà une copie.

3 - FAITS ADDITIONNELS

- a) Après ma libération j'ai su par mon avocat, dr. Lino Machado, que les gens qui avaient été arrêtés au Galeao avec les lettres étaient Mme. Cecilia Viveiros de Castro (dont j'avais reconnu la photo dans le registre du CODI) et Marilene-Corona, soeur de sa belle-fille. Le fils et la belle-fille de Mme. Cecilia sont exilés à Santiago, au Chili.
 - b) J'ai su aussi, avec une très grande appréhension, que la police avait distribué à la presse une note informant le séquestre de Rubens Seixas par des terroristes à l'Alto da Boa Vista, le 23 janvier et la tentative d'associer cette personne à mon mari, Rubens Paiva. Cette nouvelle jusqu'à aujourd'hui n'a pas encore été éclaircie.
 - c) Quelques jours après, en compagnie de deux religieuses du Sion, qui ont assisté à toute la conversation, j'ai été confrontée avec Rubens à la Caserne de la 3ème Zone Aérienne, à côté de l'aéroport de Santos Dumont et que, plus tard, tous les deux furent conduits au CODI à la caserne de la P.E. de Barao de Mesquita où ils sont restés. Elle a entendu, distinctement, plus d'une fois pendant la nuit, Rubens qui épelaient le nom Beyrodt Paiva que les soldats ne réussissaient pas à écrire.
- C'est la dernière nouvelle que nous ayons eue de Rubens. Plus personne ne l'a vu après cela.

Il n'y a donc aucun doute que Rubens a été détenu au CODI de Barao de Mesquita.

Ce qu'ils en ont fait après, il n'y a que la Ière Armée qui peut le dire.

d) Dans sa réponse à la demande de l'"habeas-corpus", le commandant de la Ière Armée a déclaré que Rubens n'était détenu dans aucune des unités de cette Armée, mais qu'ils vérifieraient les versions au sujet du séquestre de Rubens, chose qui n'a jamais été faite.

(signé) MARIA EUNICE PAIVA

Rio, le 22 février 1971 .

ILLUSTRE ET CHER CONCITOYEN
DEPUTE PEDROSO HORTA

Je me suis adressée à vous, il y a quelques jours, afin de vous remettre la copie de la lettre que j'ai envoyée au Président du Conseil de Défense des Droits de la Personne Humaine, dénonçant l'arrestation illégale et violente de mon mari Rubens Paiva, et sa disparition qui se prolonge jusqu'au jourd'hui. Je savais que vous êtes membre de ce Conseil qui a, comme finalité, la mission de lutter pour la préservation des droits fondamentaux de l'Homme - la vie, l'intégrité spirituelle et physique, la liberté qui sont des conquêtes inaliénables de notre civilisation; et je sais aussi que vous êtes un homme digne, courageux, capable de joindre l'honneur du mandat que vous exercez à la pratique intrépide de votre devoir de démocrate et de juriste.

Je considère que je dois vous rendre compte, dans cette lettre confidentielle, de l'entrevue que nous a accordée, chez lui, à Sao Paulo, le 20 février dernier, samedi de Carnaval, à mon beau-père, Jayme Almeida Paiva, à mon beau-frère Dr. Cassio Mesquita Barros, et à moi-même, le Prof. Buzaid, Ministre de la Justice, et Président du Conseil dont vous êtes membre et auquel j'ai fait appel, dans mon inquiétude et angoisse.

Le Ministre Buzaid nous a assuré que Rubens était vivant, qu'il serait bien traité, bien que cela ne signifie pas qu'il puisse affirmer qu'il n'ait pas reçu quelques coups; et, il a avoué qu'il était prisonnier de l'Armée. Il nous a dit aussi qu'il y avait contre lui une enquête policière-militaire (IPM), comme suspecte de crime de subversion, mais qu'il croyait que dans une ou deux semaines il serait libéré ou que serait demandée officiellement sa prison préventive, après l'accusation indispensable, selon des conclusions de l'IPM.

Cependant, il n'a pas voulu faire de commentaires quant à la manière dont Rubens fut arrêté; l'affliction de la famille - devant le manque complet de nouvelles à son sujet; l'étrange incommunicabilité qui, jamais, n'a été admise par les traditions légales du Brésil.

De même, il n'a rien voulu dire au sujet de ma propre détention, pendant 12 jours, dans une cellule de la caserne de la Police de la 1ère Armée, rue Barao de Mesquita à Rio de Janeiro (niée, comme celle de Rubens dans la réponse officielle du commandant de la 1ère Armée à la demande d'Informations du Supérieur Tribunal Militaire). Il n'a pas mentionné l'arrestation de ma fille Eliana, enfant de 15 ans; ni les méthodes policières employées tout au long de cet épisode, caractéristique de l'époque médiévale.

Mais il nous a promis que, écoulées deux semaines, si la situation, à la fin, ne s'était pas éclaircie et définie, il irait, lui-même, parler au Ministre de la Guerre pour nous rendre compte de toute la vérité, nous tranquillisant, cependant, quant à la version répondue officieusement au sujet du rapt de Rubens à l'Alto da Boa Vista, car il savait qu'il agissait d'une lamentable erreur des autorités policières. Voici, dr. Pedroso, le contenu essentiel de l'entrevue que nous avons eue. Elle me semble très importante et pour cela, je vous en fait un récit fidèle. Vous êtes, aujourd'hui, pour moi, un symbole de bravoure civique. Votre action représente, pour moi, notre plus grand espoir. Que Dieu vous protège.

(signé) MARIA EUNICE PAIVA

- 34 PRETRES DENONCES PAR UN PROCUREUR MILITAIRE

Un procureur militaire de Juiz de Fora, Etat de Minas Gerais, à dénoncé les 34 prêtres signataires de la dite: "Déclaration des Prêtres", motivée par l'assassinat du jeune étudiant Edson Luiz, le 28 mars 1968, dans l'Etat de Guanabara. Ces prêtres dit-il tombent sous la loi de la Sécurité Nationale car "ils ont rédigé un document qui prêche la haine du peuple contre le gouvernement en place et les Forces Armées"

- "TRADITION, FAMILLE ET PROPRIETE" DEMANDE QUE SOIT MIS UN TERME AUX ACTIVITES DU PERE COMBLIN

Le mouvement fasciste "Tradition, Famille et Propriété" demande que soit mis fin aux activités du théologien belge, le Père Comblin: il est accusé d'exercer des activités communistes en abusant de son poste de professeur à l'Institut de théologie de Recife (Pernambuco).

L'un des membres les plus importants de ce mouvement est, no

tons le en passant, l'évêque bien connu Dom Sigaud, qui lorsqu'il vint voir Sa Sainteté Paul VI, l'année dernière, a déclaré que l'on n'arrache pas les confessions des prisonniers politiques avec des bombons.

- UNE LEGISLATION REPRESSIVE PERMANENTE EST PROPOSEE

Le quotidien "A Fôlha de Sao Paulo", du 16/7/71, publie que lors d'une conférence prononcée à l'Ecole Supérieure de Guerre, le professeur Mario Pessoa a proposé que "pour que le Brésil ait une structure politique stable, il est nécessaire de mettre fin à la guerre révolutionnaire par la transformation de la législation répressive temporaire en une législation permanente spéciale".

- DOUZE PEINES DE MORT SONT DEMANDEES AU COURS DE CE DERNIER MOIS -

Au conseil Spécial de Justice, de la Cour Militaire du Ceara la peine de mort a été demandée pour les révolutionnaires Antonio Esperidião Neto, Joao Xavier de Lacerda, Joao Batista de Lima, José Bento da Silva, Waldemar Rodrigues de Meneses et Francisco Willian Montenegro de Medeiros. Tous les accusés sont membres de l'Action de Libération Nationale.

Dans l'Etat de Guanabara, le juge titulaire de la Cour de la 1ère Circonscription Judiciaire Militaire a reçu une demande de peine de mort pour les révolutionnaires : Roberto Chagas e Silva, José Milton Barbosa, José Mauricio Gerdel, Alex Polari de Alvarenga, José Roberto Gonçalves de Rezende et Herbert Eustaquio de Carvalho.

- ARRESTATION DE SÔNIA NECERSSIAN

Accusée d'appartenir à l'Avant-garde Populaire Révolutionnaire (VPR), une productrice de théâtre, Sônia Necerssian a été arrêtée le 13 juillet par la police maritime de l'Etat de Guanabara-Cenimar. Sauvagement torturé; et au péril de sa vie, elle est actuellement hospitalisée.

Nous lançons un appel à toutes organisations internationales et à tous les milieux artistiques pour qu'ils interviennent auprès des autorités brésiliennes en faveur de Sônia Necerssian.

ASSASSINE SOUS LA TORTURE

R
A
L
L
A
N
A
R
I
F
E
R
R
E
I
R
A

Raul Lanari Ferreira, 27 ans, fils d'une famille d'industriels de l'Etat de Minas Gerais a été arrêté le 10 août par la police militaire. Hospitalisé à l'Hopital des Cliniques le lendemain, il mourut le 12 août. On lit simplement sur le certificat de décès: oedème pulmonaire aigu. Selon les informations arrivées au Front Brésilien d'Informations, Raul Lanari Ferreira n'était pas un militant des organisations révolutionnaires. Il a été arrêté par hasard. Le 10 août au soir il accompagnait deux jeunes filles. Tombé sur un blocage de police au leme, on l'a laissé passer, mal-

gré des deutes d'un policier sur son identité, car la photo sur son permis de conduire était vieille. Resté plus d'une heure à causer avec la deuxième des jeunes filles, il eut la malchance de tomber sur les mêmes policiers quand il rentrait chez ses parents, dans le quartier de Santa Tereza. Accompagné chez lui par les agents du CODI, on y trouva un théodolite et deux tracs distribués par des étudiants à l'Ecole d'Ingénieurs de l'Université Catholique. Ce fut assez pour "confirmer" les soupçons de ceux qui l'accusèrent de faire des prélèvements pour les organisations révolutionnaires. Le corps de RAUL LANARI FERREIRA, selon l'usage, fut rendu à la famille dans un cercueil scellé. Les deux officiers qui l'accompagnaient interdirent l'ouverture du cercueil et menacèrent la famille. Malgré cela, M. Amaro Lanari, grand père de Raul et propriétaire d'une grande métallurgie, fit faire une autopsie par son médecin personnel. Raul avait plusieurs fractures et des ruptures internes, produites par des coups. Le CODI interdit aux journaux toute référence au cas. Même les annonces funèbres furent censurées. Malgré cela, le Jernal de Brasil publia les annonces des funérailles. Raul était lié à des groupes d'étudiants catholiques et son cas fut rapporté au maréchal Garrastazu Medici par le cardinal archevêque de Rio de Janeiro, Dom Eugenio Sales. Aucune punition n'a été prise contre ses assassins.

EXI'ULS'ES'

LIVING

THEATRE

lectuels de nombreux payx, la présence au tribunal de Belo Hori - zonte d'un juriste français, mandaté par les associations de dé - fense des droits de l'Homme - a réussi a sortir des cachots de la répression culturelle Julian Beck et ses amis. Ils étaient é - trangers, ils étaient connus. Mais les deux membres brésiliens de la troupe - Ivanildo Silvino de Araujo, de 19 ans, fils d'une fa - mille modeste de Natal, qui fût le seul du groupe a recevoir des chocs électriques parce que pauvre et mulâtre et José Carlos - Troia, de 24 ans, qui s'incorpora à la troupe à la troupe à Rio Claro, dans l'intérieur de Sac Paulo - restent au Brésil. Ils - sont en liberté provisoire et doivent être jugés.

UN APPEL DE PRISON DE JULIAN BECK ET JUDITH MALINA - . Le Li - ving Théâtre s'est rendu au Brésil parce que des artistes brési - liens lui ont demandé de soutenir leur lutte de libération dans un pays dont ils décrivaient la situation comme "désespérée". Nous avons dit oui parce que nous croyons que le temps est venu pour - les artistes de commencer à faire don de la connaissance et du - pouvoir de leur talent aux damnés de la terre.

Au Brésil nous avons tenté, en mettant à contribution notre art dans son expression la plus haute, et en nous adressant aux plus - pauvres, aux ouvriers d'usines, aux mineurs et à leurs enfants, d' étendre le champ de la conscience et de révéler la nature de l' - univers.

L'exercice de notre art dans ces secteurs tabous a fait s'abattre sur nous la colère des forces de la répression, et nous nous - trouvons présentement accusés de subversion et de trafic de dro - gue.(1)

Nous ne souffrons pas au sens où souffrent soixante-dix millions - d'hommes dans ce pays, quotidiennement torturés par la faim; mais - nous sommes maintenant prisonniers du camp adverse dans la lutte - à vie à mort, dans le but de libérer entièrement les facultés de la conscience de cette planète.

Nous lançons un appel pressant à nos amis, à nos alliés, partout - dans le monde, pour qu'ensemble ils nous apportent toute aide pos - sible, une aide de toute nature, pour qu'ils fassent pression de - toutes les manières pour nous faire libérer, ain que nous puis - sions continuer à développer et exercer notre art au service de - ceux qui sont les prisonniers de la pauvreté. JULIAN BECK-JUDITH MALINA , Le Living Théâtre , Le 14 juillet 1971

Le 2 septembre les membres étrangers du Living Thea - ter ont été expulsés du -10 Brésil. Ils sont restés en prison jusqu'au moment de prendre l'avion pour New - York

LE 26 JUIN, date de leur - arrestation.

La pression internationale des manifestations d'intel

DOCUMENT
de
L'Avant-garde
Populaire
Révolutionnaire

JOSE RAIMUNDO DA COSTA est né dans le Nordeste brésilien il y a vingt six ans, dans la petite ville de Paulista, Etat de Pernambuco.

Celui qui connaît de près les dures réalités du Nordeste , ou la faim dont les bataillons de fourmis invisibles dévorent lentement l'estomac des hommes, sait parfaitement que la jeunesse n'y a aucun avenir. Elle est condamnés de puis le jour de sa naissance - à mourir peu à peu de faim ou à s'enfuir vers les grandes - métropoles du sud du pays , pour y chercher du travail. - Beaucoup de jeunes entrent - alors dans la marine de guerre brésilienne. C'est ce que fit José Raimundo da Costa. En 1963, tout le peuple brésilien réalisait un gigantesque effort pour se libérer de l'exploitation séculaire à laquelle il est soumis, en changeant les structures sociales et en prenant en main son propre destin. Dans la marine de guerre, où la grande majorité des matelots provient - des couches les plus exploitées du peuple, se développait un vaste mouvement de prise de conscience et d'organisation. C'est alors qui fut créée l'Association des marins, puissant instrument de lutte d'une jeunesse qui se réveillait tout à coup - pour la libération. José Raimundo da Costa fut l'un de

ses fondateurs.

Avec le coup d'état militaire de 1964, l'Association des Marins fut complètement détruite. Beaucoup de ses leaders furent arrêtés et d'autres partirent en exil. Plus de 5.000 marins furent obligés de passer dans la clandestinité. Parmi eux, José Raimundo da Costa. C'est alors que commence sa vie silencieuse et anonyme de combattant du peuple.

En 1967 de nombreux révolutionnaires commencèrent à arriver à Sao Paulo de différents coins du pays, et même de l'étranger. Tous fermement déterminés à créer une organisation de lutte qui soit capable de concrétiser; les armes à la main, les désirs de libération du peuple brésilien. Parmi eux, il y avait José Raimundo da Costa, un des fondateurs de l'Avant-Garde Populaire Révolutionnaire à Sao Paulo.

Dans cette nouvelle organisation, innombrables furent les tâches qu'il a accompli et les combats auxquels il a participé furent d'une extrême importance pour le développement du processus révolutionnaire. D'abord simple combattant, il assuma peu à peu des responsabilités plus grandes, résultat de son action sérieuse, et de son abnégation.

En 1970, quand la sécheresse et la faim, les maladies et le désespoir, s'abattirent sur le Nordeste martyr du Brésil, José Raimundo revint à sa terre natale, au sein même de son peuple. Il Brandit devant le peuple de drapeau de lutte de l'Avant-Garde Populaire Révolutionnaire, et une avant-garde dirigeante commença à se former, là où auparavant une masse potentiellement révolutionnaire commençait à lutter, avec détermination mais de façon désordonnée.

José Raimundo a été assassiné à Guanabara. Il est venu du Nordeste à l'appel de son organisation, pour accomplir d'importantes tâches révolutionnaires. Il est certain que son nom n'apparaîtra pas en grandes lettres dans les journaux et que ses ennemis - les ennemis du peuple brésilien - tenteront de rabaisser sa personnalité de capitaine courageux de nos luttes guerrilleras. Mais cela n'a pas d'importance. Le peuple brésilien sait, à travers de dures expériences, que le processus révolutionnaire bien avant de chanter ses héros, doit venger ses martyrs.

A ses ennemis, à ceux qui l'ont tué physiquement, et qui respirent maintenant soulagés, il faut rappeler les paroles de Fidel, face aux martyrs de la Caserne du Moncade:

" ILS VERRONT TOUJOURS ETONNES, RENAITRE DE LEURS CENDRES LE SPECTRE VICTORIEUX DE LEURS IDEES "

août 1971

V.P.R.

d'avantage encore au mo
dèle nazi.

c o p i e : -

CENTRALES ELECTRIQUES-
FLUMINENSES- CELF
Commission de Coordina
tion de la Sûreté -
CODESE

DECALOGUE DE LA SURETE

1. Les terroristes jou-
ent avec la peur et
la panique. Seul un
peuple prévenu et cou-
rageux pourra les com-
battre.

Lorsque vous voyez une
attaque, ou quelqu' un
qui a une attitude sus-
pecte, ne soyez pas in-
différent, ne faites -
pas celui qui n'a pas
vu, ne soyez pas com-
plice.

Avertissez aussit'ot -
la police, ou la caser-
ne la plus proche. Les
autorités assurent tou-
tes les garanties, y
compris celles de l'a-
nonymat.

2. Avant de vous faire-
une opinion, véri-
fiez à plusieurs re-
prises si elle est
bien vôtre, ou si elle
n'est pas le résultat-
des influences d'amis-
qui vous ont entouré .
Ne seriez vous pas un
innocent utile dans -
une guerre qui vise vo-
tre destruction, celle

LE DECALOGUE DE LA S' U R E T E

INSTITUTIONNALISATION DE LA DELATION

Ce document que nous publions ci-après
est actuellement adopté par toutes
les grandes entreprises brésiliennes,
par leurs secteurs de sûreté. Petro-
bras, Siderurgica Nacional, Alcalis
CELFI, sont parmi ces entreprises qui
l'ont divulgué. La copie que nous pu-
blions ici a été distribuée dans les
Centrales Electriques Fluminenses et
est signée du Coordinateur Général. La
dictature militaire institutionnalise
ainsi la délation et incite le citoyen
brésilien à une belle pratique. Par là,
les militaires brésiliens s'identifient

de votre famille et de tout ce que vous aimez le plus.

3. Apprenez à lire les journaux, à écouter la radio, à assister à la télévision avec une certaine malice. Apprenez à découvrir des messages indirects, des intentions cachées dans tout ce que vous voyez et entendez. Vous allez beaucoup vous amuser au jeu de ceux qui pensent qu'ils sont plus intelligents que vous et qui essaient de vous abêtir par un simple jeu de mots.

4. Si vous êtes invité ou sondé, ou pris dans une conversation dont les sujets vous semblent étranges ou suspects, feignez d'approuver et entretenez la police ou la caserne la plus proche. Les autorités vous donneront toutes les garanties, y compris l'anonymat.

5. Apprenez à observer et à retenir quelques détails marquants des personnes, des voitures et objets dans la rue, dans les cafés, ou cinéma, théâtres, dans les autobus, dans les centres commerciaux et résidentiels, sur les marchés, dans les bureaux, les résidences, les gares, les trains, les aéroports, les routes, dans les centres de trafic ou d'agglomération plus intense.

6. Ne recevez pas d'étrangers chez vous. Même s'ils sont de la police, sans auparavant leur demander leur identité et sans les observer pour fixer quelques détails de leur personne : numéro de la carte d'identité, lieu où elle a été délivrée, vêtements, attitude, signes particuliers, etc. - le document peut d'ailleurs être un faux

7. N'arrêtez jamais votre voiture pour des inconnus, ne les prenez pas en voiture. Que les portes de votre voiture soient toujours fermées de l'intérieur. Lorsque vous stationnez votre voiture, essayez de retenir quelques détails des personnes qui sont alentour.

8. Il y a de nombreuses lignes téléphoniques croisées. Si vous tombez sur l'une d'elles, restez à l'écoute et prévenez aussitôt la police, ou la caserne la plus proche. Les autorités vous donneront toute garantie, y compris l'anonymat.

9. Lorsqu'un nouvel habitant vient s'installer dans votre immeuble ou quartier, avertissez en aussitôt la police ou la caserne la plus proche. Les autorités vous donneront toute garantie y compris l'anonymat.

10. Notre désunion sera la force principale de notre ennemi. Si nous savons être coopréhensifs, cordiaux, prudents, confiants et unis personne ne nous vaincra."

Copie exacte et intégrale

Confère. A diffuser, selon l'orientation.

(signé) IVO BARROSO GRAÇA

Coordinateur Général.

(COPIE EXATE)

SLOGAN: "LE GOUVERNEMENT TENTE D'INTEGRER L'AMAZONIE A LA COMMUNAITE NATIONALE ET DE METTRE SES RICHESSES AU SERVICE DE LA GRANDEUR DE LA PATRIE".

E
C
O
N
O
M
I
E

La Réalité: La dictature est en train d'intégrer l'Amazonie à la communauté du capitalisme international et de mettre ses richesses à la disposition de la grandeur de ce système. Récemment le Ministre des Mines et de l'Energie, Monsieur - Dias Leite, en compagnie de Mr. Jerry Hendrix, nord-améri - caine, déclarait que grâce à l'Opération "Radam" on pour - rait connaître rapidement la géologie de l'Amazonie. Cette - opération consiste à faire le relevé aerophotométrique de toute la région aussi que son interprétation afin de déter - miner avec précision les réserves minérales, hydrauliques - et en forêts. L'exécution de cette opération sera faite uni - quement par l'entreprise Aeroservice.

Grâce à ceci, les Etats Unis avec ses entreprises privées, qui exploitent déjà les richesses de l'Amazonie, auront en main tous les renseignements sur cette région qui est la - plus grande et la moins peuplée du Brésil. Evidemment, et - pourquoi ne pas le penser, un pays étranger en saura plus - que le Brésil lui-même. Les renseignements seront d'une - grande utilité pour les investisseurs nord-américains qui cherchent, dans le monde entier; des occasions d'investis - sements rentables, et qui pourront acheter ppus des terrains à très bas prix et orienter le tracé des routes de manière - à faciliter l'exploitation de leurs terres.

Nous disons "plus de terrains" car il est connu de tous qu' à la fin de 1968, une Commission de la Chambre des Députés, présidée par le Colonel Haroldo Veloso, fort connu pour ses idées de droite, revela qui: "il a déjà été constaté que 20 millions d'hectares en Amazonie ont été vendus à des per - sonnes ou groupes étrangers. Et il faut ajouter que cette - même Commission avait appris que Mr. Vasco Leitao da Cunha, ex-Ministre des Affaires Etrangères, puis Ambassadeur du - Brésil aux Etats-Unis était responsable d'avoir remis, alors qu'il était Ambassadeur à Washington, les cartes aerophoto - gramétriques, faites par la Force Aérienne Nord-Américaine, à une entreprise privée aussi nord-américaine, appelée Geor - gia Pacific. Cette entreprise; utilisant ces cartes, obtint dans l'Etat du Para 400 milles hectares près des villes de Portal et Melgaco. D'un autre côté, il sera possible que - ces entreprises étrangères orientent le tracé des routes - comme par exemple la Transamazonique, dont le tracé est ex - trêmement favorable aux groupes étrangers déjà installés - dans la région.

SLOGAN: "NOUS SOMMES EN TRAIN DE TRANSFORMER LE BRÉSIL EN UNE PUISSANCE ECONOMIQUE: EN 1970 NOUS POSSEDONS 1.200 - MILLIONS DE DOLLARS DE RESERVE"

La Réalité: Ces réserves ne reflètent pas une situation économique solide, mais bien plutôt sa fragilité. Ces réserves - sont des dollars que la dictature ne peut pas utiliser pour payer la dette externe ou des importations, car elles représentent la contrepartie de l'entrée de capitaux à court-terme avec intérêt élevé et amortissement rapide.

Si la dictature utilise ces dollars, elle ne pourra plus convertir de cruzeiros en dollars les paiements représentant les intérêts et les amortissements de ces capitaux. Ces paiements joints à l'exportation des bénéfices ont atteint en 1970, selon la Banque Centrale du Brésil, la somme de 1.133 millions de dollars, de la balance commerciale.

Les conséquences de cette situation sont importantes. D'un point de vue quantitatif, on constate un endettement du pays, de telle sorte que chaque année il doit rentrer de plus en plus de dollars obtenus, en grande partie, sous forme de capitaux à court-terme afin de payer les amortissements et revenus des capitaux étrangers. De ce fait plus les dollars entrent une année, plus les paiements augmentent les années suivantes, et donc plus il est nécessaire d'avoir des dollars. Ainsi 80% des capitaux externes sont utilisés pour payer la dette antérieure.

-La dette externe a augmenté entre fin 1968 et mai 1971 de 413 à 6 mille millions de dollars, et les paiements pour amortissements et revenus des investissements de 676 en 1968 à 1.133 de dollars en 1970. Les paiements augmentent, mais aussi la dette. Les réserves ont augmenté durant la même période de 148 à 1.200 millions de dollars. On peut donc constater que en trois ans le Brésil a vu son endettement augmenter de 1.700 millions de dollars et ses réserves de 1.053 millions de dollars, ce qui n'est pas un signe de santé mais plutôt d'infirmité.

La spirale est irréversible. Selon les prévisions du Ministère des Finances la dette sera de 8000 millions de dollars fin 1972. Cette année il faudra payer 940 millions de dollars seulement au titre des amortissements et intérêts (contre 864 millions en 1970) - "Jornal da Tarde du 28/05/71.

Dans ce contexte, il est indispensable pour le gouvernement de garder une partie des emprunts sous forme de réserves pour garantir les entrées croissantes de capitaux dont il a besoin et, comme les besoins sont croissants, il devra en être de

même des réserves, ce qui représente un facteur de plus absorber les devises et accentuer la spirale de l'endettement.

D'un point de vue qualitatif, l'entrée de capitaux à court terme qui déjà ne profite pas à l'économie dans son ensemble tend à favoriser d'une façon évidente de la grande entreprise étrangère et l'extension des intérêts extérieures dans le système financier du pays. Les capitaux entrent sous forme de crédit dont le coût est inférieur à celui du crédit interne, car la dévalorisation par rapport au dollar est plus faible que le taux d'inflation (de l'ordre de 50%) et dont profitent principalement les entreprises étrangères qui, par conséquent, reçoivent ainsi des subsides payés par toute l'économie. Les prêteurs étrangers installèrent dans le pays des Banques d'Investissements de telle manière qu'en vertu "leurs propres intérêts" huit Banques d'Investissements contrôlent 58% des ressources qui passent par ce canal financier. Comme il s'agit d'un canal très rentable, il attire les propres banques nationales qu'ont ainsi plus de raisons pour s'incorporer aux conglomerats financiers internationaux qui travaillent dans le pays à la recherche d'opportunités si rentables. (C'est le cas, entre autres, du puissant groupe financier national Itau América qui s'associa récemment à la First National City Bank)

SLOGAN: "L'EMPIRE DE LA LIBRE ENTREPRISE AUSSI QU'UNE ADMINISTRATION PUBLIQUE ADEQUATE FONT DU BRESIL LE PARADIS - POUR LES INVESTISSEMENTS DIRECTS ETRANGERS!"

-La Réalité: Dans ce cas le slogan se confirme. Il y a quelques semaines l'ICOMI (Industrie et Commerce de Minerais) publia son bilan pour l'exercice mai-1970 mai-1971 qui révèle que le bénéfice net obtenu durant cette période fut de 44 millions de cruzeiros (8,5 millions de dollars) pour un capital de 135 millions de cruzeiros (25,2 millions de dollars). Le taux de bénéfice est donc de 32,6%. Ce qui veut dire que pour 100 cruzeiros investis, le bénéfice net, après déduction des paiements pour dépréciation, publicité, impôts, intérêts, etc. est de 33 cruzeiros.

L'ICOMI est contrôlée par la Bethel Steel d'origine nord-américaine qui travaille dans le territoire de l'Amapá, dans le Nord du Brésil; à l'extraction du manganèse. Malgré les hauts profits et bien qu'il s'agisse d'une entreprise contrôlée par un groupe étranger, elle jouit de toutes les facilités fiscales et de crédits données par le gouvernement brésilien pour stimuler les investissements. En 1971 elle investira dans le domaine de l'extraction des minerais la somme de 62 millions 250 mille cruzeiros soit presque 12 millions de dol

lars. De cette somme 54 millions 905 mille cruzeiros (soit plus de 10 millions de dollars) lui sont donnés par des organismes publics brésiliens à travers la SUDAM (Superintendance pour le Développement de l'Amazonie) - (Source: "Guia de Incentivos Fiscais", novembre 1970, Editora Abril). C'est à dire que pour 12 cruzeiros d'investissement 10 lui sont donnés. L'ICOMI ne peut que se réjouir de cette situation. La Xerox (entreprise nord-américaine) qui produit des équipements de bureaux, avec moins d'aide gouvernementale que l'ICOMI a obtenu l'année dernière une rentabilité de ces capitaux de 64%, plus du triple de ce qu'elle obtient aux Etats-Unis. (Revista Veja le 14/10/70)

A N N E X E

Les ressources minérales de l'Amapa et de l'ICOMI

Au Brésil "les territoires" sont des Etats qui du fait de sa pauvreté et sa faible population ont une autonomie plus réduite par rapport au gouvernement fédéral qui les administre. C'est le cas du territoire de l'Amapa, dans l'extrême nord du Brésil, où vivent 100 mille personnes sur une superficie de 140 mille Km². Le territoire est très riche en minerais principalement manganèse, fer, étain, or, bauxite, titane, uranium, diamants, etc.

L'Amapa est un peu le royaume de l'ICOMI. En plus des 50 millions de tonnes de manganèse déjà extraites, l'entreprise est propriétaire du principal port, du seul chemin de fer et principal actionnaire de la grande entreprise de toute l'Amazonie qui est localisée sur ce territoire et qui extrait et transforme le bois. Elle est aussi propriétaire de supermarchés, de la seule entreprise de projets économiques de la région, de fermes pour la volaille et les ovins, d'usines de sucre (investissement de 3 millions de dollars, capacité initiale de 200.000 tonnes). De plus elle élève des vaches laitières et commercialise toute la production agricole de pratiquement tout le territoire.

Son influence est telle qu'elle peut déterminer tous les projets de santé et de régime alimentaire pour la population, d'exécuter directement les plans d'éducation, selon leurs propres études. (Les informations sont de l'ICOMI dans un article de la Revue Visao du 29/8/69).

CET ARTICLE A ETE PUBLIE DANS LE BULLETIN DU "FRENTE BRASILENO DE INFORMACIONES" DU CHILI, AU MOIS DE JUILLET 1971.

Le Brésil appuie les fascistes Boliviens

Prensa Latina, 23 août

19

Le gouvernement brésilien n'est pas étranger au coup d'état contre révolutionnaire qui a éclaté en Bolivie, a assuré un informateur proche du Gouvernement, et qui a demandé à ce que son nom ne soit pas revelé.

Lors de la dernière conférence des Ministres des Affaires Etrangères de Bassin de la Plata, qui a eu lieu les premiers jours de juin à Assunção, le Ministre brésilien des Affaires Etrangères, Mario Gibson Barbosa a exposé au Ministre des Affaires Etrangères d'Argentine, Luis Maria de Pablo Pardo; la préoccupation de son gouvernement en ce qui concerne les événements de Bolivie.

D'après la même source, Gibson dit à Pardo que le Brésil ne restera pas inactif devant le cours révolutionnaire que prennent les événements en Bolivie.

Pablo Pardo a répondu que l'Argentine s'abstendrait d'intervenir dans les affaires intérieures des pays voisins.

En réalité, il y a des mois que les militaires brésiliens étaient en train de soutenir la conspiration contre le gouvernement bolivien du Général Juan José Torres, et conspiraient eux-mêmes par des actes d'intervention flagrants.

En janvier de cette année, la participation du Général en retraite brésilien, Hugo Bethlem, dans la première tentative de coup d'état contre Torres, constitue l'un de ces faits flagrants.

La stratégie des militaires brésiliens poursuit deux objectifs:

- 1- le renversement du président Juan José Torres, trop à gauche pour eux.
- 2- obtenir la séparation du département oriental de Santa Cruz de la Bolivie, constitue un premier pas vers l'absorption de la Bolivie par le Brésil.

Par conséquent, ce n'est pas par hasard si la contre-révolution a éclaté à Santa-Cruz, et que des armes brésiliennes soient venues renforcer l'arsenal des fascistes.

Le département de Santa Cruz est de loin la région la plus riche de Bolivie. C'est là que se trouvent les gisements de pétrole qui produisent 95% de la production du pays, et les mines de fer et de manganèse de "El Mutun", qui ont des réserves de 40 mille millions de tonnes de minerai.

La Gulf Oil Co. y a créé un petit empire et n'a pas renoncé à le récupérer.

Congrès sur les "Droits de l'Homme" en
 CONGRES SUR LES " DROITS DE L'HOMME EN AMERIQUE
 Amérique Latine " LATINE"

Organisé par l'Université de Montevideo et par les Syndicats uruguayens se déroule en ce moment un Congrès sur les " Droits de l'Homme en A.L." (du 5 au 12), avec la participation de représentants des pays latino-américains et d'organisations internationales telles que les "Juristes Catholiques" l'Association des Juristes Démocrates" et autres.

Un rapport sur la "Situation actuelle des Droits de l'Homme - au Brésil" a été envoyé à Montevideo par Annina Alcantara - de Carvalho, advocate connue par ses defenses des prisonniers politiques, analysant:

- a) l'avocat en face du Système Judicière Militaire en vigueur;
- b) Les prisonniers politiques et les conditions de détention;
- c) Les lois de Sécurité Nationale depuis 1964 jusqu'à 1971;
 l'Acte Institutionnel n°5;
 les lois de procédure pénale militaire;
- d) Les proces politiques et la torture .

LE BRESIL APPUIE . . .

La bourgeoisie de la Province, liée à la Gulf, en tant que dirigeants et bureaucrates de cette compagnie, et en tant que possédant 170 mille hectares de canne, de maïs, et de riz, montre une opposition tenace au gouvernement du Général Torres. Elle a rejoint aujourd'hui la conspiration dirigée de l'intérieur du pays par la Phalange Bolivienne (d'inspiration fasciste), et des secteurs du MNR.

A Brasilia le Ministère des Affaires Etrangères s'est abstenu de donner son opinion sur la situation bolivienne, en déclarant qu'il s'agissait des affaires intérieures de la Bolivie.

Le colonel Omar Macedo, chef de l'Etat Major de la Neuvième région militaire ayant son siège dans le Mato Grosso, a assuré pour sa part, que le calme regnait à la frontière bolivienne. Cela n'a pas pu être confirmé. D'autres sources assurent qu'il y a eu des mouvements de troupes vers la frontière. Mais ce qui est indiscutable c'est que le gouvernement brésilien n'est pas étranger au coup d'état fasciste en Bolivie.

NOUVELLES
EN

LE CHAOS

B - Dans l'Etat du Rio Grande do Sul, un
R professeur osa dénoncer le problème des -
E salaires versés avec retard. Elle fut ren
F voyée de l'Université Fédérale de l'Etat.
Le Recteur Eduardo Faraco tout en quali -
fiant l'attitude de la professeur Maria -
de Lourdes Sanches de "courageuse" expliqua que si tous les
professeurs faisaient le même, ce serait le chaos.

LA CHINE

- Mr. Carlos Calero Rodrigues, secrétaire général adjoint de
l'Itamaraty (Ministère des Affaires Etrangères) a déclaré que
le Brésil continuera à voter contre l'admission de la Chine -
Continentale à l'ONU. Le Brésil a-t-il ajouté estime qu'il -
est faux de croire que la Chine pourra se constituer des zones
d'influence et, en cas de désaccord avec la majorité, elle pou
rra se retirer, entraînant avec elle d'autres pays, ce qui pro
voquerait la désintégration de l'organisation". (O Estado de
Sao Paulo, 31/7/71)

ESCADRON DE LA MORT

Rentrant d'un voyage dans cinq pays d'
Amérique Centrale, le chancelier brési
lien, Gibson Barbosa, a déclaré que
dans tous ces pays, les journalistes lui ont posé des questions
sur l'Escadron de la Mort, ce qui révèle, a ajouté le ministre
l'importance de ce fait de triste réputation, (O Estado de São
Paulo, 28/7/71)

- En dépit de toutes les tentatives, l'organisation l'Escadron
de la Mort, qui est aujourd'hui une espèce de mafia nationale -
reste incontrôlable. Au cours du mois de mai dernier à Rio seu
lement, dix-huit cadavres ont été découverts marqués de l'em -
blème de l'Escadron. La police fédérale s'est penchée sur ces
faits et vient de décréter la prison préventive à l'encontre -
d'un commissaire de Bahia coupable d'homicide. Au niveau des
polices des Etats aussi bien que du Ministère public

divers efforts ont été faits, pas toujours bien (que du Ministère) coordonnés, pour dégager la responsabilité de ceux qui se livrent sous l'apparente protection de l'appareil policier, à ces avilissantes pratiques. L'attitude du procureur Hélio Bicudo, de Sao Paulo, est un exemple qui montre que cet état de choses répugne à la société brésilienne. L'Escadron de la Mort a trop duré et il est juste d'espérer que des mesures seront effectivement prises, ainsi que l'a demandé la Conférence Nationale des Evêques pour que l'on parvienne enfin à l'objectif voulu, à savoir la mort de cet Escadron. (Jornal do Brasil, 8/6/71).-

-L'ex-gouverneur de Sao Paulo, Mr. Abreu Sodré, a déclaré à la fin de l'année dernière que tout ce qu'on disait à propos de

SALAIRES

"Le gouvernement n'obéit pas aux normes de la politique salariale en vi-

gueur. En 1969, le salai-

re minimum fut augmenté de 20%. Si la politique salariale du gouvernement était rigoureusement suivie, l'augmentation de - vrait être de 21,53%. En 1970, le fait s'est répété (tout comme d'ailleurs en 1971). A Sao Paulo, un réajustement de 20% fut opéré, alors que la politique des salaires exigeait qu'il fût de 24,18%. Par rapport au salaire minimum en vigueur en 1969 le salaire actuel a perdu 63,4% de son pouvoir d'achat. Lorsqu'à cette date, le salaire réel correspondait à un pouvoir de 5,90 cruzeiros, il n'est plus aujourd'hui que 2,16 cruzeiros. Pour retrouver le pouvoir d'achat dont il jouissait en janvier 1959, il faudrait que soit opéré un réajustement de 173%. Le sa - laire minimum devrait être de 323,86 cruzeiros. En mai de cet - te année, il fut fixé à 225 cruzeiros pour les Etats de Sao - Paulo et de Rio. Cela veut dire que toute la fierté qui sert - de propagande à la "Révolution" de 1964 (et ses aspects économi - ques et financiers sont encore ce qui offre le meilleur indice de progrès) repose sur la plus frêle des bases. Ce qui est, - tout au plus, en train de se produire, ce à quoi l'on assiste, au vu des statistiques et de nos réserves en dollars à l'étran -

ger, c'est à formation découra - geante d'un Etat riche édifié - sur un peuple pauvre. Et dire - qu'on parle encore avec horreur du socialisme du Chili et de Cu - ba..."-Tristao de Atayde - (Jor - nal do Brasil, 28/5/71).-

"Les artistes chiliens sa - vent que dans les prisons - du Brésil sont enfermés, - sont torturés ou meurent - sous la torture des camara - des qui ne font rien d'au - tre que de remplir leur de - voir, d'exiger que la jus - tice soit respectée. Dans ces circonstances, tout événement -

qui, sous les apparences d'acte culturel, invite les artistes et les intellectuels du monde entier, ne peut obtenir ni notre appui ni notre participation car il s'agit d'une invitation qui émane d'un gouvernement répressif qui se moque de la culture. D'ailleurs nous entendons par culture non pas ce que produit une élite installée sur les cadavres de ses victimes (de l'injustice sociale ou des assassinats politiques) mais l'expérience des réalisations les plus achevées et les plus profondes des hommes précisément libres de ces persécutions et de cette injustice. Pour cette raison, les artistes chiliens, conscients de cette réalité, refusent de se rendre complices de cette mascarade et décident de ne pas présenter leurs oeuvres à la XIe. Biennale de Sao Paulo".

NOUVELLE TENTATIVE D'ENQUETE SUR LA TORTURE

d' A M N E S T Y I N T E R N A T I O N A L

Dans son rapport annuel (1970-1971) Amnesty International comment ses activités en faveur des prisonniers politiques Brésiliens. Plus de 200 (sociologues, ouvriers, prêtres, étudiants, enseignants etc.) ont été adoptés par ses membres. Amnesty n'établit pas une quantité exacte de prisonniers Brésiliens mais les calculs entre 500 "terrorists" confessés par le gouvernement et 12.000 nombre présenté par les observateurs internationaux. En Janvier le gouvernement brésilien a refusé l'entrée dans le pays une mission d'enquête de la Commission Inter Américaine des droits de l'Homme qui désire porter son appui à la Commission Nationale Brésilienne des Droits de l'Homme laquelle examine quelques unes parmi a renouvelé ses demandes précédentes afin d'envoyer une délégation au Brésil pour enquêtes au sujet de la torture. En cas de refus, Amnesty publiera un rapport avec les nombreuses déclarations qui sont déjà dans ses mains, considérées irrefutables et dignes de foi.

LE LIVING THEATRE - note(1)

JUDITH MALINA en une interview réalisée (au DOPS) par la revue "Manchete" (du 4/9/71) explique: "nous avons été arrêtés parce que la police a trouvé chez nous DES LIVRES QUE TOUTES LES PERSONNES CULTIVEES DU MONDE ONT DEJA LU, comme les ouvrages de MAO TSE TUNG, MARX et CELSO FURTADO. Les autorités sont arrivées ainsi à la conclusion que nous étions mêlés à des activités subversives".